

Elections à Montréal

MON MAIRE, MON MIROIR...

A. *Petit exercice démocratique à l'usage des citoyennes. Le 14 novembre est jour d'élections municipales. À Montréal, par exemple, trois candidats se disputent la mairie. Les voici décrits succinctement. Qui sont-ils ? Qu'ont-ils fait ? Que disent-ils aux femmes ? Choisissez votre homme (!) et reportez-vous à B.*



DRAPEAU, Jean. Maire de Montréal depuis 25 ans (1954-57 : 1960-82). Parti civique (PC, 55.6% des voix en 1978). 66 ans, marié, 3 fils. Habite officiellement Rosemont. Fils spirituel de l'abbé Lionel Groulx, ce brillant orateur endossa dans les années 30 les idées fascistes (pro-mussoliniennes) et anti-sémites

partagées alors par l'élite catho-nationaliste et par la majorité du peuple canadien-français. Dans les années 40, il est farouchement anti-conscriptionniste, probablement initié à l'Ordre de Jacques-Cartier, l'occulte Patente, et candidat défait du Bloc populaire au provincial. En 1954, rendu célèbre par une enquête sur le crime organisé à Montréal, et promettant de «restaurer la moralité publique», il est élu maire de Montréal, soutenu par la «gauche». Son opposition à Duplessis le fait battre en 1957. En 1969, au début de la révolution tranquille il est réélu maire de Montréal. Il l'est encore.

Depuis 1960, les Montréalais doivent au nationalisme messianique (Plus un peuple est petit...) et mégalomane (... plus il doit laisser de grandes marques) de Drapeau une reconnaissance internationale certaine et plusieurs réalisations prestigieuses : le métro, l'Exposition universelle de 1967, la maison de l'Opéra, les (modestes) Jeux Olympiques, le Grand Prix, les Floralies, etc.

Nous, Canadiens français, ne pouvons survivre qu'à la seule condition de laisser notre marque non seulement sur le pays, mais sur le continent nord-américain tout entier. Nous ne devons jamais être de piètres copies des autres.¹

Depuis, les Montréalais et tous les Québécois lui doivent aussi un déficit «olympique» de 1,3 milliard. Mais, comme dit le maire, «Il y a une seule chose que les gens ne m'auraient pas pardonné : la banalité, l'ordinaire. Cela, ils ne l'auraient jamais accepté. Ils savent qu'ils doivent payer... Quoi que nous fassions, il faut qu'ils paient. Mais croyez-moi, ils aiment bien mieux payer pour les Olympiques que pour un projet d'habitations à loyer modique.»²

A son image, son administration est reconnue pour être opaque, anti-démocratique, pour manquer de leadership économique (malgré des tentatives récentes de redressement) et, plus évident encore, de préoccupations sociales.

Même si le taux d'insatisfaction a augmenté, Drapeau, en 25 ans, est devenu un mythe, intouchable. Pour les Montréalais qui l'élisent et les autres Québécois qui l'admirent, il est encore le fils qui a réussi, cher au nationalisme canadien-français le plus à droite. Et ce sont les anglophones qui critiquent son anti-démocratie. Administrateur ou politicien, il s'entoure d'un silence protecteur, ne répondant pas plus aux journalistes qu'au juge Malouf, ne se prononçant pas sur les sujets chauds, référendum ou fuite des capitaux hors Montréal. Ce mystère, laissé malheureusement quasi intact par les médias francopho-

nes, contribue à son prestige, rend plus difficile la formation d'une opposition cohérente et explique l'indifférence à la chose municipale d'une population sous-informée. C'est sans doute ce que Drapeau appelle une «démocratie disciplinée» : élisez-nous pis laissez-nous faire...

C'était prévisible ; je n'ai pas pu rencontrer le maire Drapeau pour savoir ce que cet homme d'abord conservateur pense des femmes et de leurs revendications. Même ses biographes Susan Purcell et Brian Mc Kenna n'ont pas relevé là-dessus de propos précis. Oh ! nous l'avons bien entendu, allégoriquement, comparer la banlieue à une femme, ce que Montréal (ville virile) ne saurait devenir sans honte... Mais qu'est-ce que ça veut dire ?

Au 28 octobre, il y a au Conseil 4 représentantes élues du PC, et 4 candidates (les mêmes) pour novembre (sur un total de 57 districts).



VIGNOLA, Henri-Paul. Groupe d'action municipale (GAM, 25.8% des voix en 1978). 51 ans, marié, trois enfants. Habite Ahuntsic. Policier à Montréal depuis 1952, devenu criminologue, nommé en 1977 directeur du Service de police de la CUM. Il aurait depuis «renippé» les forces de l'ordre montréalaises et démon-

tré des préoccupations sociales inhabituelles à cette fonction.

Rencontré le 7 octobre aux QG du GAM, dans l'est de la ville, il est accompagné de Mona Forrest, directrice du Centre d'information et de référence pour femmes (CIRF) et candidate du GAM dans le centre-ville. Très fier de l'apport de sa «candidate féministe», Vignola se dit ouvert aux problèmes de la (!) femme : «Dans le passé j'étais comme la majorité des hommes, un peu chauvin... (mais) ma femme a fait mon éducation, j'ai évolué et je suis de plus en plus sensible aux droits des femmes... Je pense qu'on doit les supporter parce qu'elles ont quand même une contribution tellement importante dans la société.»

Paternaliste ? Candide, plutôt, plein de bonnes intentions, monsieur Vignola, et un peu naïf pour un ex-défenseur de l'ordre. Contrairement à Mona Forrest, il a une connaissance très vague des dossiers et un projet de société aussi flou que son vocabulaire. Le GAM à ce moment-là déborde «d'ouverture» sinon de positions fermes déjà discutées en assemblées.

«La porno ? C'est toute la question du respect de la femme, de l'être humain, et de l'image de la femme. Parce que le même phénomène s'adresserait aux hommes qu'il faudrait avoir la même réaction (...) ce n'est pas une question de pudeur ou de respect de la moralité (...) Comme autorité municipale, il y a moyen d'intervenir - de réglementer les sex shops, de les interdire surtout aux enfants, de contrôler l'étalage... Hardcore, softcore ? c'est inconfortable, ou franchir la ligne ? Qu'est-ce qui est moral, qu'est-ce qui est légal ? Mais on ne doit pas pour respecter la liberté (d'expression) d'une personne procéder à

l'exploitation d'autres personnes. En fait, c'est ça, on doit combattre l'exploitation sexuelle qui est une exploitation induite à ce moment-là (?) ...»

«Pour montrer l'ouverture que j'ai aux femmes, j'ai été le premier directeur de police après 30 ans à leur ouvrir les portes. En un an, on a engagé 32 nouvelles jeunes filles (total des effectifs: 5 000) et les femmes au service sont très bien acceptées, il n'y a pas de discrimination, elles se défendent très bien dans leur travail... La sécurité publique dépend surtout de la CUM (mais) il faudrait penser à des centres d'accueil pour les jeunes prostituées... parce que ce sont des citoyens de Montréal, c'est dans ce sens-là qu'il faut s'en occuper et faire de la prévention en leur créant des loisirs récréatifs. Et il y a les itinérantes (clochardes), elles n'ont pas de maisons d'accueil pour elles, c'est pas normal.»

«Le comportement et la formation des policiers? Il y a une place à l'amélioration, mais c'est mieux qu'il y a dix ans, je peux vous encourager, on a développé une série de cours avec la Commission des droits... Pour ouvrir la ville aux citoyens, nous ferons des tables de consultation sur différents sujets: les minorités ethniques, les gais, les femmes...»

J'avais trouvé le programme flou. Cinq jours plus tard, il s'était étonnamment épaissi; le GAM annonçait la création d'un Office de la condition féminine, et d'une banque de familles d'accueil pour femmes battues; des subventions pour l'implantation de garderies en milieu de travail; des dispositifs de sécurité dans le métro, des maisons pour les jeunes prostituées, et une commission permanente sur la pornographie. Au 28 octobre, 12 des 57 candidats du GAM sont des femmes.



DORÉ, Jean. Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM, 18.1% des voix en 1978). 37 ans, une femme, une fille de 8 ans. Habite un 3e rénové du Plateau Mont-Royal. Successivement syndicaliste, journaliste à Radio-Canada, attaché de presse de René Lévesque, directeur de la Fédération des ACEF, président de la Ligue des droits

et libertés, cet avocat spécialisé en droit du travail est maintenant au contentieux de la CSN.

Rencontré chez lui le 27 septembre, ce vieux militant de gauche – et du RCM – se montre intelligent, ambitieux, très renseigné sur l'histoire et les dossiers municipaux, entre autres le logement et la démocratie, pro-féministe – et conscient de ce que cela signifie. À mes trois questions hypothétiques – que ferait-il, maire, pour limiter la pornographie, contrer la violence faite aux femmes et favoriser l'emploi des femmes dans la fonction publique municipale? – il répond longuement, émettant quelques doutes mais des positions claires, que je soupçonne d'être un peu plus avancées que celles de son parti.

«Quand le fédéral a voulu criminaliser la diffusion d'écrits haineux et violents s'attaquant à des minorités ethniques, personne ne s'y est opposé... même au nom de la liberté d'expression! La porno est aussi une forme de «littérature haineuse», qui préconise la violence et la haine contre les femmes (...) S'il appartient plus au fédéral de pouvoir contrôler l'importation du matériel porno, la Ville a quand même le pouvoir de réglementer la «moralité publique», donc de veiller à ce que ce qui circule ne soit pas offensant pour une catégorie de citoyens. Or j'estime que la porno est ouvertement offensante pour la moitié de la population montréalaise. Nous sommes donc d'accord sur le principe d'une réglementation, à Montréal, qui aurait un effet d'entraînement sur le reste de la province.»

Critiquant la réticence des policiers à intervenir dans les cas de femmes battues (violence domestique), il dit: «Ils ne voient pas que ce sont des voies de fait au même titre qu'une bagarre de rue (...) tellement il est quasi permis de talocher «sa» femme, mariés ou non. Même chose pour le viol; les policiers actuelle-

ment en poste à Montréal ne sont ni sensibles ni formés à ça, il n'y a pas de politique d'accueil des victimes. On pourrait développer ici comme aux États-Unis des protocoles d'intervention en lien avec des groupes de femmes, ne faire passer qu'un seul questionnaire aux victimes, que ce soit des femmes qui les accueillent au poste, donner en cours d'emploi une formation spéciale aux policiers-patrouilleurs, les premiers intervenants, etc. Il serait même possible de loger dans le réseau d'immeubles de la ville, à moindre coût, les groupes de femmes concernées et les femmes battues quand elles quittent la maison avec leur(s) enfant(s), un mois ou deux... toujours en soutenant les organismes du milieu.»

Un chapitre du programme du RCM, adopté en congrès, est consacré à l'égalité entre les hommes et les femmes: programme d'action positive, élimination des politiques d'emploi discriminatoires et sexistes, création d'une commission permanente du Conseil sur la condition féminine représentée au comité exécutif. Conseil sur la condition féminine, représentée au comité exécutif. Au 28 octobre, il y avait 11 femmes candidates du RCM.

B. Est-il besoin de vous dire notre choix à nous? Vous trouverez bien le plus «féministe» des trois.

Nous, de LA VIE EN ROSE, ne nous sommes prononcées qu'après coup sur le référendum de mai 80, très peu sur les élections provinciales, et pas du tout sur... le rapatriement de la Constitution. Nous avons peut-être eu tort. Nous avons, comme féministes, fait le choix de créer des groupes autonomes de femmes et de travailler en-dehors des institutions politiques, syndicales, universitaires ou journalistiques, tout en soutenant la lutte des femmes dans les syndicats ou les partis. Mais notre indépendance politique ne devrait pas nous empêcher de surveiller nos intérêts dans des batailles électorales importantes pour nous. Celle de Montréal l'est.

Nous avons l'habitude d'interpeller l'État provincial, plus visiblement responsable de nos revendications: avortement, droit au travail, garderies, etc. C'est sous-estimer le rôle du fédéral et c'est oublier que plusieurs de nos problèmes quotidiens trouveraient des solutions partielles mais immédiates, des aménagements non négligeables, dans de meilleurs services de la ville. Même personnellement désabusées, nous aurions tort, selon moi, de ne pas nous mêler de politique municipale; l'enjeu est réel et la cible plus accessible. Après tout, nos logements, nos moyens de transport, notre environnement sonore et visuel, notre sécurité et celle de nos enfants dans les rues et le métro, nos loisirs, la qualité de l'air que nous respirons et la somme de pornographie que nous cotoyons ne dépendent-ils pas, en partie, de la Ville? Notre vie quotidienne pourrait être changée par un déplacement des forces à l'hôtel de ville (actuellement: PC, 55 conseillers; RCM, 1; GAM, 1) et une administration plus démocratique.

Ni Doré ni Vignola ne seront maires, c'est sûr à... 90%? Mais un opposition forte au Conseil (45% des voix et... 22 des 57 sièges?), en jouant le rôle exercé par le PQ à Québec de 1970 à 1976, le rôle joué depuis 1978 par l'infatigable Michael Fainstat, unique conseiller RCM élu, ne peut que nous servir. Même si les deux candidats de l'opposition affichent comme le maire des priorités économiques – Crise oblige – ils défendent mordicus la démocratisation de l'administration municipale, une meilleure information et une consultation systématique des citoyens-ennes. Conseils de quartier (RCM) ou Office de la condition féminine (GAM), nous aurions une plate-forme pour exiger de la Ville les services auxquels nous avons droit.

Le 14, sortons de nos maisons, de nos bureaux, de nos usines, et votons. Élisons les femmes – et les hommes – qui semblent partager nos revendications, sans démagogie, et dans quatre ans, le maire Drapeau septuagénaire devra bien laisser la place à un-e autre maire qui nous servira mieux.

Et pourquoi pas à une femme, féministe? 🐦

FRANÇOISE GUÉNETTE

1/ Jean Drapeau, Susan Purcell et Brian McKenna, Éditions Stanké 1981, p. 282.

2/ Idem, p. 355.